



Fiche pays – Août 2024



République Tchèque



Points essentiels :

- Après la Pologne, la République tchèque (CZ) est le principal partenaire commercial de la Suisse dans les anciens pays du bloc de l'Est.
- Les relations commerciales avec la CZ n'ont cessé de s'accroître dans les deux sens ces dernières années, tant en termes d'échanges de biens et services que d'investissements (exception en 2020).
- En 2023, la CZ est notre 27^e partenaire commercial, avec un volume des échanges de marchandises de CHF 5.2 mia, les exportations ayant augmenté de 7.3% et les importations de 6.9 %.
- S'agissant des services, la CZ est le 23^e partenaire commercial de la Suisse, avec un volume des échanges en 2023 de CHF 1.8 mia.
- Selon le FMI, avec 7.98 mia USD, la Suisse est le 7^e investisseur en République tchèque. Ce qui correspond à plus de 140 entreprises et la création de 30'000 emplois.
- A noter que depuis 2018, le nombre d'entreprises de services créées en Suisse par des investissements tchèques dépasse celui des entreprises créées dans le domaine industriel.

1. Informations sur la République Tchèque

1.1 Informations générales

	Tchéquie	Suisse
Surface (km ²)	78 868 km ²	41'290
Monnaie	Rand (ZAR)	Schweizer Franken (CHF)
Taux de change (au 18.06.24)	20.1 CZK →	1 CHF
Population (01.01.24)	10.7 Mio. (1.5%, 2022)	8.9 Mio. (+0.7%)
Nombre de suisses en Tchéquie (2023)	1570	--
Nombre de tchèques en Suisse (2022)	--	10'073

	Tchéquie	Suisse
Global Competitiveness (2019)	32/141 (-3)	2/141 (+3)
Index of Economic Freedom (2023)	24/184	2/184 (=)
Corruption perceptions index (2023)	41/180 (+1)	7/180 (=)
Humain Development Index (2022)	32/193	1/189 (+1)
Global Innovation Index (2023)	31/132 (-4)	1/132 (=)

1.2 Composition du gouvernement

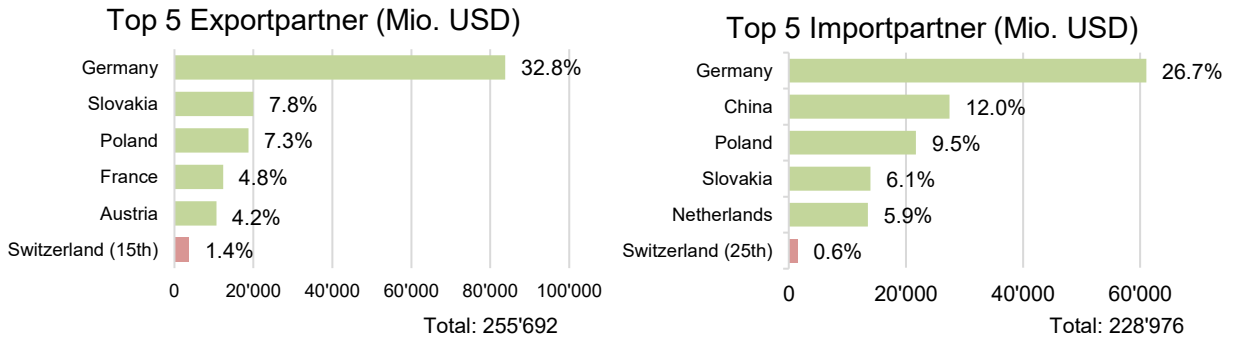
Président	Petr Pavel (Indépendant, seit 01.2023)
Premier ministre	Petr Fiala (ODS, seit 11.2021, reconduit 01.2023)
Vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur	Vít Rakušan (STAN, seit 11.2021)
Ministre du commerce et de l'industrie	Jozef Síkela (STAN, seit 12.2021)
Ministre des finances	Zbyněk Stanjura (ODS, seit 11/12.2021)
Ministre des affaires étrangères	Jan Lipavský (Piráti, seit 12.2021)
Vice-Premier ministre, Ministre du travail et des affaires sociales	Martin Jurečka (KDU-ČSL, seit 12.2021)
Ministre des Affaires Européennes	Martin Dvořák (STAN, depuis 01.2023)
Ministre de la Science et de la Recherche	Marek Ženíšek (TOP09, depuis 01.2023)
Ministre de la jeunesse, des sports et de l'éducation	Mikuláš Bek (STAN, seit 01.2023)
Nächste Präsidentschaftswahlen/ législatives	2028 / 2025

2. Statistiques économiques

2.1 Indicateurs macroéconomiques¹

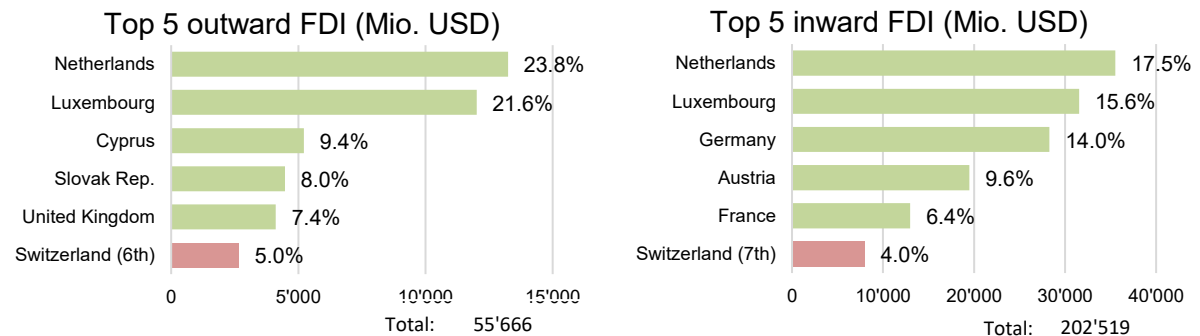
Tchéquie	2022	2023	2024	2025	Suisse
					2023
Croissance du PIB (%)	2.3	-0.4	0.7	2.0	0.8
PIB (USD Mrd.)	290.6	332.0	325.9	325.9	885.1
PIB/ habitant (USD)	26'836	30'560	29'801	30'956	100'413
Inflation (%)	15.1	10.7	2.1	2.0	2.1
Chômage (%)	2.2	2.6	2.6	2.5	2.0
Solde budgétaire (% du PIB)	-3.2	-3.6	-2.2	-1.8	0.5
Dette publique (% du PIB)	44.2	44.2	45.1	45.2	38.3
Compte courant (% du PIB)	-6.1	1.2	0.6	1.0	7.6

2.2 Commerce extérieur tchèque 2023² (perspective tchèque)



Selon cette source les statistiques du FMI ([DOTS](#)), en 2023, la République tchèque a exporté vers la Suisse pour 3.76 mia USD et en a importé pour 1.47 mia USD, soit un volume de 5.23 mia USD.

2.3 Investissements directs étrangers (FDI) 2022³



Selon les données du FMI, les investissements suisses en République tchèque ont atteint 7.9 mia USD en 2022 (+4.2%). Alors que les investissements tchèques en Suisse s'élevaient à 2.6 mia USD (+31.3%). Environ 140 entreprises sont présentes en République Tchèque et emploient plus de 30'000 personnes. La Suisse est la 6^{ème} destination des FDI Tchèque et la Suisse est le 7^{ème} investisseur en Tchéquie.

¹ [IMF World Economic Outlook Data Base](#), 2024. Schattierte Zellen sind Schätzungen/Projektionen.

² [Direction of trade statistics \(DOTS\)](#), 2024

³ [Coordinated Direct Investment Survey \(CDIS\)](#), 2024

3. Situation économique⁴

3.1 Structure de l'économie

Depuis 1990, le secteur des services a clairement gagné en importance au détriment de l'industrie et de l'agriculture. Toutefois, la contribution du secteur industriel au PIB CZ est l'une des plus élevées parmi les pays hautement développés

Rang	Secteurs	2016	2023
1	Services	54.5 %	65 %
	- dont services publics ⁵	13.1 %	14.6 %
2	Industries	28.5 %	24.9 %
3	Primaire	2.1 %	1.9 %

Le reste du pourcentage sectoriel se compose de la part du secteur de la construction et des ajustements (différence entre les impôts et les subventions aux produits).

D'une manière générale, la République tchèque est parvenue à créer des conditions économiques stables depuis le tournant de 1989. Aujourd'hui, le pays fait partie des pays industriels les plus développés d'Europe centrale et orientale. L'économie tchèque est fortement axée sur l'industrie de transformation, notamment dans le secteur automobile. La République tchèque exporte principalement des machines et des équipements de transport, dont une majorité de véhicules routiers, dont près de 90% sont des voitures et des pièces détachées. L'industrie est toutefois fortement dépendante des exportations⁶.

3.2 Politique économique

La performance économique de la République tchèque a baissé de 0.4% en 2023. Comme le reste de l'Europe, le pays a été affecté par les multiples crises dont la pandémie de la Covid-19, la guerre en Ukraine et la crise énergétique. En 2023, le **taux d'inflation** a enregistré sa plus forte baisse depuis 30 ans, passant de 17,5% en janvier à 6,9% en décembre. En outre, le plan de mesures présenté en 2022 pour lutter contre les effets de l'explosion des prix a été mis en œuvre courant 2023. En automne 2022, le gouvernement avait fixé un **plafond pour les prix de l'électricité** et du gaz, applicable aux ménages et aux petites entreprises. Ce régime a toutefois expiré début 2024 et a déjà entraîné de nouvelles hausses de prix.

La Tchéquie bénéficie d'un montant de EUR 7 mia du fonds de facilité de l'UE pour la [relance et la résilience \(FRR\)](#).

3.3 Politique budgétaire et fiscale

Le gouvernement tchèque a introduit une série de **mesures d'austérité** strictes pour consolider les finances publiques. Parmi les changements les plus importants, on peut citer l'augmentation du taux d'imposition des sociétés de 19% à 21% et la limitation de la déductibilité fiscale des voitures de société. Avec ces mesures restrictives, le gouvernement tchèque s'attend à ce que

⁴ Rapport économique, Ambassade de Suisse à Prague

⁵ La définition d'un service public est très approximative et indicative - selon les secteurs où l'État est traditionnellement prédominant (ce qui ne signifie pas que les acteurs privés ne peuvent pas y jouer un rôle, par exemple dans le secteur de la santé). Elle ne prend pas en compte, par exemple, la culture, où il existe aussi quelques entités privées.

⁶ La République tchèque propose depuis longtemps diverses incitations à l'investissement. Les investissements à partir de 100 millions de couronnes dans le domaine de l'industrie de transformation, des services stratégiques et des centres technologiques bénéficient depuis 2012 d'une exonération d'impôt sur le revenu pendant dix ans. En outre, une loi sur la promotion des investissements est en vigueur depuis 2015, qui prévoit des incitations fiscales pour les centres d'appel et les centres de données de plus de 500 employés. En outre, le gouvernement a défini ce qu'il appelle des « investissements stratégiques » à partir d'un volume de 500 millions de couronnes (18 millions d'euros), avec lesquels au moins 500 emplois sont créés. De tels projets peuvent en outre compter sur une participation de l'État aux coûts pouvant atteindre cinq pour cent du montant de l'investissement.

le déficit budgétaire soit réduit de 2% du PIB, soit un total de 150 milliards de CZK (environ 5,9 milliards de CHF) au cours des deux prochaines années

Les **finances publiques** en 2023 ont reflété des recettes et des dépenses exceptionnelles liées à la crise énergétique, à l'augmentation des dépenses sociales et à l'aide continue aux réfugiés ukrainiens. L'année dernière, le déficit public a atteint 3,7 % du PIB, ce qui correspond à 264 milliards de CZK (environ 10,4 milliards de CHF). Malgré l'augmentation de la dette publique en 2023, la forte croissance du PIB nominal a fait baisser la dette publique à 44,2 % du PIB en glissement annuel. Ce résultat correspond largement aux prévisions de l'année précédente. En termes nominaux, la consolidation et un minimum de dépenses exceptionnelles ou temporaires devraient permettre de réduire le déficit à 2,3% du PIB en 2024, malgré la situation économique négative du cycle économique. L'endettement devrait néanmoins rester supérieur à 44% du PIB.

3.4 Politique monétaire

Le ministère des Finances et la Banque nationale de Tchéquie ont continué à recommander de ne pas fixer de date précise pour l'**introduction de l'euro**. Cela s'explique par le fait que, selon le rapport de convergence 2024 de la Commission européenne, la République tchèque n'a rempli que deux des critères de Maastricht (à savoir les taux d'intérêt à long terme et la situation des finances publiques) l'année dernière.⁷ De plus, une grande partie de la population de CZ reste critique vis-à-vis de l'introduction de l'euro, près d'un tiers la rejetant complètement, bien que le populaire président de la République Tchéque, Petr Pavel, s'est prononcé en faveur de l'introduction de l'euro.

3.5 Politique économique extérieure

La Tchéquie a traversé la présidence de l'UE au second semestre 2022 sans encombre et avec beaucoup d'éloges. Depuis février 2022, la Tchéquie a accueilli plus de 500'000 réfugiés, le nombre le plus élevé de réfugiés par habitant en Europe. Actuellement, 350'000 réfugiés sont encore présents dans le pays (150'000 sont rentrés).

La Tchéquie s'engage dans une **réforme profonde de son système d'approvisionnement énergétique et industriel**. L'abandon des énergies russes a conduit le pays à revoir ses fournisseurs d'énergie. Cette situation a conduit à une augmentation des coûts de l'énergie mettant en difficulté les industries du pays qui profitaient jusqu'à lors d'un approvisionnement abordable. Par ailleurs, la modernisation de l'**industrie automobile tchèque** fait partie des priorités du gouvernement. L'objectif est de s'éloigner du rôle de fournisseur de produits intermédiaires, rendant les entreprises tchèques dépendantes de l'étranger notamment de l'Allemagne. Le but est donc de promouvoir les producteurs locaux, qui se distinguent par leur qualité et leur capacité opérationnelle globale, afin de créer une plus grande indépendance vis-à-vis des décisions des entreprises étrangères et d'accroître l'agilité et la réactivité de l'économie tchèque. L'évolution technologique, les normes d'émission et les changements dans les chaînes d'approvisionnement et la production, figurent parmi les autres défis que doit affronter le secteur automobile.

3.6 Conjoncture économique

L'économie tchèque a été frappée de plein fouet par la pandémie (chute du PIB de -5.8% en 2020), mais sa large assise industrielle lui confère une certaine résilience, assistée par une politique d'abattement fiscal. Les restrictions imposées ayant été levées en mai, la croissance a rebondi au 3^{ème} trimestre et les exportations avaient alors repris leur niveau d'avant la crise. Avec un taux de vaccination de 56% mi-octobre 2021, on pouvait espérer un rapide retour de la croissance. Cependant, la pénurie de composants essentiels a entraîné des ruptures de fabrication dans le secteur dominant de l'automobile – les exportations constituant le moteur de la croissance. La plupart des mesures gouvernementales de soutien ayant expiré, comme le sou-

⁷ [Commission européenne. Rapport de convergence 2024](#) [juin 2024].

tion des salaires, aux problèmes de la production s'ajoute la confiance mitigée de la consommation des ménages dont les dépenses à court terme seront limitées. Quant aux exportations de services, elles restent également faibles étant d'abord orientées vers le tourisme. La consommation de gaz en provenance de Russie s'élève à 16.7%, et les intrants de matériaux bruts importés d'Ukraine à 49.5%. Le taux de **chômage** reste faible en-dessous de 3% et **l'endettement extérieur** qui était à 30% en 2019, pourrait atteindre à 43% en 2022.

4. Relations économiques bilatérales

4.1 Principaux accords économiques (Liste non exhaustive)

Abkommen	Staat	Seit
Freihandelsabkommen Schweiz-EU von 1972	In Kraft	01.05.2004
Doppelbesteuerungsabkommen	In Kraft	23.10.96, revidiert 8.12.2011
Investitionsschutzabkommen	In Kraft	30.10.2014
Bilaterale Abkommen Schweiz-EU von 1999 und 2004	In Kraft	2004

4.2 Présence institutionnelle

En République Tchèque

- [Chambre de commerce Suisse-Tchéquie](#)

En Suisse :

- [Switzerland Global Enterprise \(S-GE\)](#)
- [Swiss Chamber of Commerce Switzerland - Central Europe](#)

4.3 Commerce bilatéral (Perspective suisse)⁸



5.32 Mrd.
Handel (CHF),
Total 2

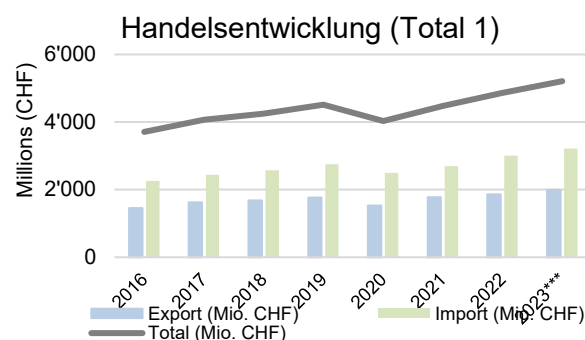
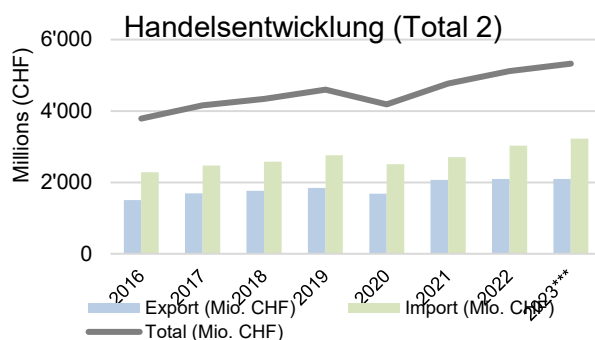


0.8%
Globaler Anteil,
Total 2



Nr.27
Handelspartner,
Total 2

Commerce bilatéral de marchandises

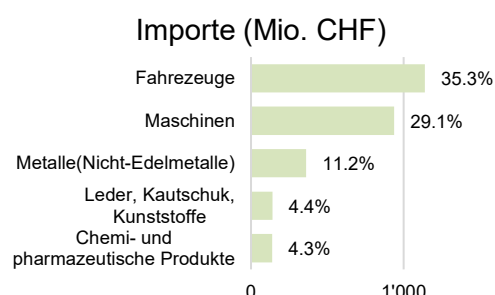
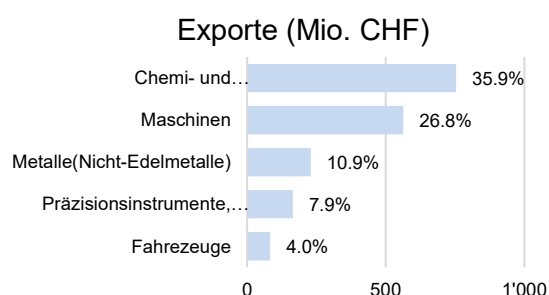


	Exporte (Mio. CHF)	Variation (%)	Importe (Mio. CHF)	Variation (%)	Saldo (Mio. CHF)	Volumen (Mio. CHF)	Variation (%)
2019	1'766	5.2	2'749	6.8	-983	4'516	6.2
2020	1'532	-13.3	2'499	-9.1	-967	4'031	-10.7
2021	1'779	16.1	2'694	7.8	-916	4'473	11
2022	1'858	4.5	3'007	11.6	-1'149	4'865	8.8
2023 (T1)**	1'994	7.3	3'215	6.9	-1'221	5'209	7.1
2023 (T2)*	2'099	0.3	3'226	6.7	-1'127	5'325	4.1
2024 (I-VII)	1'424	-1.3	2'059	-3.3	-634	3'483	-2.5

*) Chiffres provisoires

**) Total « vue conjoncturelle » (total 1) : sans l'or en lingots et autres métaux précieux, la variation (%) se rapporte au total 1 de l'année précédente

Composition du commerce bilatéral (2023, Total 2)



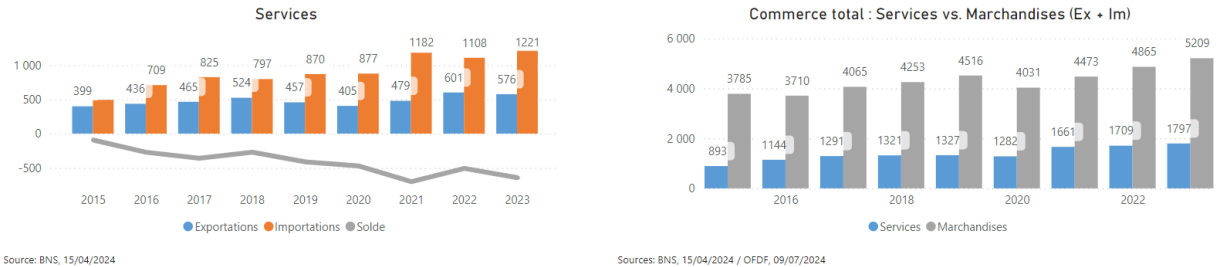
A partir de 2022, le volume des échanges a réussi à dépasser le volume de 2019, alors que nos exportations avaient déjà dépassé celles de 2019 grâce aux produits pharmaceutiques. Sans surprise, ce sont les véhicules (Skoda) qui se placent au 1^{er} rang des importations, devant les machines et pièces de machines et appareils de cette économie de forte production industrielle. Les exportations de la Suisse vers la Tchéquie en 2023 se montent à près de CHF 2 milliards. A l'inverse, les importations se montent à CHF 3.2 milliards.

⁸ [Eidgenössische Zollverwaltung EZV](https://www.ezv.admin.ch/ezv/fr/home)

4.4 Commerce bilatéral de services (Perspective suisse)⁹

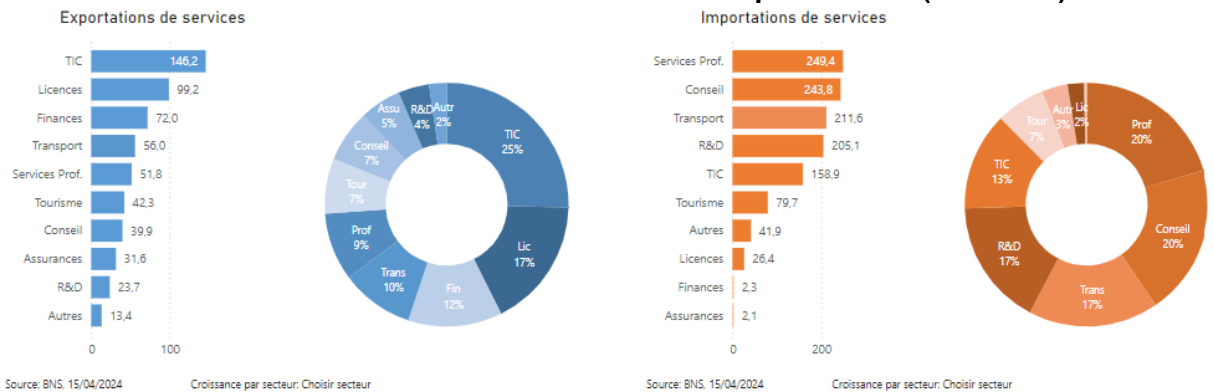


Développement du commerce bilatéral de services (Mio. CHF)



(Mio. CHF)	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Croissance annuelle	Croissance totale
Exportations	399	436	465	524	457	405	479	601	576	4.69%	44.3%
Importations	493	709	825	797	870	877	1 182	1 108	1 221	11.99%	147.5%
Commerce total	893	1 144	1 291	1 321	1 327	1 282	1 661	1 709	1 797	9.14%	101.3%

Evolution du commerce bilatéral de services en 2023 par secteur (Mio. CHF)



4.5 Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV)¹⁰



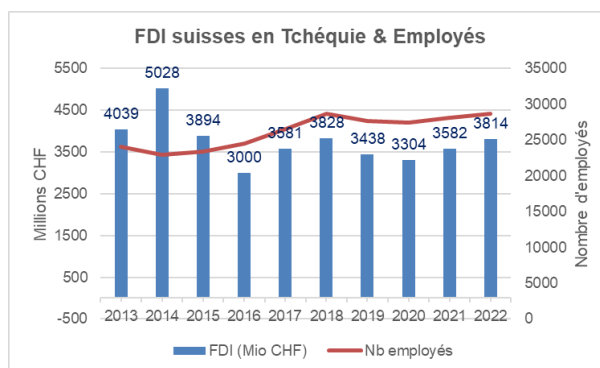
La SERV accorde des garanties de crédit à court, moyen et long terme.

⁹ Banque Nationale Suisse

¹⁰ SERV

4.6 Investissements directs (perspective de la Suisse)¹¹

Investissements directs étrangers (FDI) (2022, Mio. CHF)



Les principaux investisseurs suisses en République tchèque sont ABB, Alpiq, Ammann ; Bühler, Laufen, Nestlé, Novartis, Rieter, Schindler et Vetropack. En outre, de nombreuses PME, surtout dans le secteur des machines, se sont installées en République tchèque. Au total, quelque 140 entreprises suisses sont actives en République tchèque, dont environ deux tiers ont un site de production et les autres une représentation.

Les grandes entreprises et les PME suisses découvrent de plus en plus la République tchèque comme lieu d'implantation pour la R&D, en plus de la production. En voici quelques exemples : ABB a investi plus de 50 millions de dollars dans des installations de production, de développement et de test à Brno et à Trutnov. Rieter dispose d'un centre de recherche qui sera encore agrandi, tout comme l'entreprise Baumer. Novartis exploite à Prague un hub pour les services administratifs, financiers et informatiques et y emploie désormais près de 1000 spécialistes.

4.7 Coopération et développement économique

Dans le cadre de la contribution suisse à l'élargissement en faveur des Etats ayant adhéré à l'UE en 2004, des projets d'un montant total d'environ 110 millions de francs ont été financés en République tchèque depuis 2007, sur une période d'engagement de cinq ans. La période de versement a duré jusqu'en 2017, date à laquelle les projets ont été entièrement mis en œuvre et achevés.

Le 30 septembre 2021, le Parlement a libéré la deuxième contribution suisse. Un montant de 76,9 millions de CHF est prévu pour la République tchèque au titre du crédit-cadre Cohésion. L'accord-cadre entre la Suisse et la République tchèque a été signé à Prague le 29 juin 2023. Le programme de coopération helvético-tchèque tient compte des besoins actuels de la République tchèque. Il vise à renforcer les partenariats bilatéraux dans lesquels la Suisse peut apporter une valeur ajoutée grâce à son expertise et à son expérience. Il s'agit notamment du tourisme durable ainsi que de la protection et de la conservation de la biodiversité, de la recherche et de l'innovation, de la migration et de l'intégration ainsi que du système de santé. Les quatre programmes ont été approuvés dans le concept et doivent être mis en œuvre d'ici 2029.

¹¹ Banque Nationale Suisse, [Bundesamt für Statistik](#)

4.8 Rencontres bilatérales (liste non-exhaustive)

04.05.2023	Sicherheitspolitische Konsultationen in Bern
18.01.2023	Treffen von BRIC mit Europaminister Mikuláš Bek am Rand des WEF in Davos
26.05.2022	BP Ignazio Cassis – Präsident Miloš Zeman, AM Jan Lipavský, Europaminister Mikuláš Bek, Prag
03.05.2022	Besuch BR Maurer bei Finanzminister Zbyněk Stanjura, Prag
16.03.2022	Politische Konsultationen von stv. Staatssekretär Patric Franzen mit Vizeminister für Europäische Angelegenheiten Aleš Chmelař in Prag
06.10.2020	Aussenminister Tomáš Petříček - BRIC in Bern
06.10.2020	Besuch von Aussenminister Tomáš Petříček bei BRIC in Bern
31.01.2020	Politische Konsultationen Vizedirektor DEA – stv. Direktor Europäische Angelegenheiten Kafka in Bern
2.- 4.5.17	Besuch STS Ineichen-Fleisch in Prag, u.a. Treffen mit Vizeminister für Handel und Industrie Vladimír Bártl und mit Vizeministerin Milena Hrdinková vom Finanzministerium
1.4.2016	Treffen BP JSA mit PM Sobotka am Rande des Nuclear Summit in Washington
Sept. 2015	Teilnahme BR Burkhalter OSZE- Wirtschaftsforum Prag
9.6.2015	Besuch AM Zaoralek bei BR DB in Neuenburg
9.12.2014	Teilnahme BP DB am Visegradgipfel in Bratislava
10. Sept. 2014	Treffen BP DB mit PM Sobotka und AM Zaoralek am Rande des Wirtschafts- und Umweltforums der OSZE, Prag
Dez. 2013	Treffen BRJSA mit Milan Hovorka, Deputy Minister of Industry and Trade am Rande der WTO-Ministerkonferenz in Bali
Mai 2013	AM Schwarzenberg bei BP DB in Bern
Juni 2012	Staatsbesuch BP Widmer-Schlumpf in Prag
Januar 2012	Treffen Finanzminister Kalousek mit BR Widmer-Schlumpf in Bern
Dezember 2011	Vizepräsidentin und BR Widmer-Schlumpf in Prag anlässlich Trauerfeierlichkeiten zu Ehren von Ex-Präsident Vaclav Havel
Juni 2010	Vize-Aussenminister H. Komonicek in Lugano zur Eröffnung eines tschechischen Honorarkonsulats
Mai 2009	Teilnahme BR Leuthard an EU-Ministertreffen (Wettbewerb)